

**La révolte des jeunes de banlieue et la lutte de classe
des travailleurs doivent se rejoindre :**
C'EST À LA POUDRIÈRE SOCIALE QU'IL FAUT METTRE LE FEU !
IL FAUT VAINCRE CHIRAC-VILLEPIN-SARKOZY !

La situation sociale ouverte par le triomphe du Non ouvrier et populaire au référendum du 29 mai était inévitablement explosive, à partir du moment où Chirac et son gouvernement de casseurs, laissés en place alors qu'il aurait fallu les chasser par la lutte de classe, pouvaient poursuivre leur violente politique de destruction sociale.

Mais le succès de la mobilisation du 4 octobre, pourtant sans perspective et sans lendemain, a confirmé ce qu'avaient déjà indiqué les précédentes « journées d'action » du premier trimestre : les travailleurs sont prêts au combat. Malheureusement, les dirigeants des syndicats ont refusé de lui donner une quelconque suite. Les travailleurs de la SNCM, ceux des ports et docks de Marseille et de Corse, les tramontans de Marseille et de Nancy, les salariés de la raffinerie Total à Gonfreville-L'Orcher, etc., ont eu le courage de poursuivre la grève, montrant le chemin à toute la classe ouvrière ; mais ils ont été inévitablement défaits les uns après les autres en raison de leur isolement et de l'attitude des dirigeants syndicaux, notamment à la SNCM où ceux-ci ont préféré négocier les conditions de la privatisation plutôt que d'appeler à la généralisation de la grève. Aujourd'hui encore, après l'annonce de la privatisation d'EDF et de nouvelles attaques contre les services publics et les acquis sociaux, les dirigeants du mouvement ouvrier voudraient se contenter de nouvelles journées d'action sans perspective, catégorie par catégorie (8 novembre pour EDF, 19 novembre — un samedi ! — pour les services publics, 21 novembre pour la SNCF, etc.).

Mais l'explosion sociale inévitable que les dirigeants du mouvement ouvrier avaient refusé de provoquer depuis des mois par les méthodes de la lutte de classe a éclaté sous une autre forme, là où on ne l'attendait pas, après la mort tragique de Bouna et Zyed qui tentaient d'échapper à un contrôle de police ; elle se répand maintenant comme une traînée de poudre à travers tout le pays, sous la forme d'une révolte généralisée de la jeunesse populaire contre l'État, sa police et ses symboles. Certaines actions des jeunes révoltés se trompent de cible, dans la mesure où elles risquent de dresser contre eux les autres habitants des cités, au lieu de les unir contre le gouvernement. Mais la colère de ces jeunes privés d'avenir, broyés par le capitalisme et son État, n'en est pas moins logique : elle répond par une explosion débridée de violence à la violence sociale, économique et policière qu'ils subissent constamment au quotidien. En ce sens, ces jeunes ont raison de ne pas vouloir se laisser harceler par la police et insulter par Sarkozy sans réagir ; ils ont raison de ne pas tolérer plus longtemps le chômage, la précarité, la misère, les cités invivables, le mépris, les discriminations, les contrôles au faciès ; ils ont raison de ne pas accepter indéfiniment d'être des victimes sans avenir qu'il faudrait assister, mais de se dresser et de s'organiser pour combattre ici et maintenant.

Dans cette situation, les travailleurs et le mouvement ouvrier organisé n'ont pas à participer à une quelconque union sacrée derrière Chirac sous prétexte d'un retour au « calme » et d'un prétendu « dialogue », qui n'est pas possible avec ce gouvernement. Ils n'ont pas à appeler au rétablissement de « l'ordre », mais ils doivent au contraire s'engager immédiatement dans une riposte d'ensemble pour en découdre enfin avec ce gouvernement, pour une grève générale. C'est dans ce cadre — et dans ce cadre seulement —, que les organisations ouvrières et les associations populaires pourront appeler la jeunesse révoltée à renoncer à certains modes d'action peu efficaces ou dangereux, et à lutter avec les travailleurs, car leurs intérêts sont au fond les mêmes. Mais cela suppose de proposer à ces jeunes et aux travailleurs à la fois l'objectif immédiat de chasser Chirac-Villepin-Sarkozy et un programme politique de rupture avec ce système, le système capitaliste (programme centré sur le droit au travail, l'interdiction des licenciements et de la précarité, la répartition du travail disponible entre tous, le droit à l'instruction et à la formation, le droit au logement décent, l'arrêt des harcèlements policiers, la régularisation des sans-papiers, l'abrogation des mesures de la droite et de la « gauche plurielle » contre les acquis et les services publics, les renationalisation des entreprises privatisées, etc.).

IL Y A URGENCE : si les dirigeants du mouvement ouvrier continuaient de refuser de s'engager dans cette voie, s'ils continuaient d'en appeler à Chirac-Villepin pour remédier à la crise au lieu d'appeler au combat pour les chasser, alors ils porteraient une responsabilité historique. Ils seraient responsables non seulement des prochaines défaites (liquidation de ce qui reste des services publics et des acquis sociaux, nouvelles attaques patronales, etc.), mais également de l'écrasement dans le sang de la jeunesse révoltée ; car, en décrétant l'état d'urgence, c'est bien à cela que le gouvernement est en train de préparer l'opinion publique, avec l'appui des grands médias qui insistent avant tout sur quelques actes odieux, peu nombreux, au lieu d'expliquer la signification réelle de la révolte en cours. IL Y A URGENCE : si la révolte de la jeunesse était écrasée physiquement, le prolétariat serait écrasé politiquement dans la foulée ; c'est clairement le but ultime des provocations de Sarkozy et du gouvernement depuis cet été. Pour vaincre ce gouvernement, il faut commencer par imposer aux dirigeants du mouvement ouvrier qu'ils appellent à une

MANIFESTATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES JEUNES

RÉUNION PUBLIQUE du Groupe CRI : **Samedi 12 novembre, 14 h, Paris Ve** (Tél. 06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr)